

Christine BIDAUD
Professeur des Universités

E-mail : christine.bidand7@gmail.com
christine.bidand@univ-lyon3.fr

Née le 19/01/1976



Parcours universitaire et distinctions

2019 : Qualification aux fonctions de Professeur des Universités (art. 46.1).

2014 : Lauréate d'une bourse de recherche à l'Institut Max Planck de droit comparé et international privé (Hambourg) pour le mois de janvier 2015.

2012 : Habilitation à diriger les recherches.

Directeur : Cyril Nourissat ; Membres du jury : Pr. F. Chénéde (Rapporteur), Pr. H. Fulchiron, Pr. P. Lagarde (Président – Premier rapporteur), Pr. P. Murat, Pr. E. Treppoz (Rapporteur).

2006 : Qualification aux fonctions de Maître de conférences.

2005 : Docteur en droit - *Thèse relative à « L'état civil en droit international privé »*, soutenue le 9 décembre 2005 à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, réalisée sous la direction du Pr. H. Fulchiron. Membres du jury : Pr. J. Foyer (Président - Rapporteur), Pr. F. Granet (Rapporteur), Pr. P. Lagarde, Pr. F. Monéger.

Mention très honorable avec les félicitations du jury.

Proposition de la thèse pour un prix et pour une subvention en vue de sa publication.

Lauréate du Prix de thèse de l'Université Jean Moulin Lyon – 3.

Statut et université de rattachement

Depuis le 1^{er} février 2007 : Maître de conférences à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, HDR depuis 2012.

Du 1^{er} juillet 2015 au 1^{er} juillet 2019 : Maître de conférences (HDR) en délégation à l'Université de la Nouvelle-Calédonie.

Depuis le 1^{er} septembre 2020 : Professeur à l'Université Jean Moulin - Lyon 3

1. ACTIVITÉS SCIENTIFIQUES

1) Encadrement et animation de la recherche

- *Direction, animation, de laboratoires et équipes de recherche :*
 - **Co-Directrice du Centre de droit de la famille – Équipe Louis Josserand, Université Jean Moulin – Lyon 3 depuis le 1^{er} septembre 2020**
 - **Directrice adjointe du Laboratoire de Recherches Juridique et Economique de l'Université de la Nouvelle-Calédonie de novembre 2016 au 30 juin 2019**, en collaboration avec la Pr. d'économie C. Ris.
 - **Directrice adjointe du Centre de droit de la famille – Équipe Louis Josserand, Université Jean Moulin – Lyon 3 de décembre 2012 au 1^{er} juillet 2015**, en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron.
- *Ecole doctorale :*
 - **Membre du Conseil de l'Ecole doctorale du pacifique** regroupant les Universités de la Nouvelle-Calédonie et de Polynésie française de février 2017 à juin 2019.
- *Pilotage de projets ou participation active à un réseau de recherche, direction de recherches collectives :*
 - Mise en place en cours d'un **cycle de séminaires de recherche sur « Le lien familial, entre tradition et modernité »**, avec l'Université de Paris – Nanterre (Pr. Ph. Guez, CEJEC) et l'Université libre de Bruxelles (Pr. N. Gallus, CDP). Une journée d'étude est prévue dans chaque université autour de trois thèmes : la volonté, l'apparence et les origines. Le début des séminaires est prévu pour avril 2022. Chaque journée réunira des universitaires et des praticiens de différentes disciplines : droit, sociologie, philosophie, anthropologie, médecine... ainsi que des doctorants.
 - **Membre du Conseil scientifique de la chair expérimentale pluridisciplinaire « Vulnérabilités »** de l'Université catholique de Lyon depuis janvier 2021.
 - **Experte française** pour le réseau de recherche européen **Family Law in Europe Academic Network (FL-EUR)** depuis février 2019. Ce groupe est né suite à la dissolution de la Commission on European Family Law (CEFL) en novembre 2018. Le premier rapport qui doit être rédigé est relatif à « *la protection des majeurs vulnérables* ».
 - **Membre élu du Conseil exécutif de la Société internationale de droit de la famille** depuis juillet 2017 (International Society of Family Law – ISFL).
 - **Coordinatrice scientifique de la convention académique spécifique unissant les Centres de droit de la famille des Universités Jean Moulin – Lyon 3 et Pontificale Catholique argentine (UCA) relative à « La métamorphoses du droit de la famille face à la redéfinition de l'union matrimoniale et de la parentalité »** de 2013 à 2015. Convention de coopération scientifique visant au développement de projets communs et à l'organisation de séminaires de recherche internationaux.
Dans ce cadre, deux séminaires de recherche relatifs à « *La vulnérabilité* » (enfant et majeurs vulnérables) ont été organisés à Lyon les 10 et 11 février 2015 et à Buenos Aires les 2 et 3 juin 2015. Les travaux scientifiques se sont poursuivis après mon départ à l'Université de la Nouvelle-Calédonie et j'ai pu codiriger un séminaire sur « *l'accompagnement des majeurs vulnérables* » avec les Pr. U. Basset de l'UCA et H. Fulchiron qui s'est déroulé à Lyon le 18 mai 2016.

L'ensemble des travaux a été publié en Amérique du sud sous la forme d'un traité : **Tratado de la vulnerabilidad**, Dir. U. C. Basset, H. Fulchiron, C. Bidaud-Garon, J. N. Lafferrière, Thomson-Reuters La Ley, août 2017.

- **Membre du comité scientifique du projet de recherche *Boundaries of European Private International Law***, dirigé par le Pr. J.-S. Bergé, Jean Monnet *Lifelong Learning Program* (Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC), 2014-2015.

- **Membre du groupe de recherche relatif à la réforme du droit espagnol de la protection des personnes vulnérables** (*la protección jurídica de las personas con discapacidad : análisis y propuestas de reforma del derecho español - DER 2012-35615*) dirigé par la Pr. C. Guilarte Martin-Calero de l'Université de Valladolid de 2013 à 2015.

- **Membre de l'équipe de recherche du projet Bourgeon relatif à « La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé »**, dirigé par le Pr. H. Fulchiron et unissant des chercheurs français, argentins, brésiliens, espagnol et belges, autrichiens, italiens, hollandais, hongrois, roumains, québécois et uruguayens de 2012 à 2015.

- *Sociétés savantes et groupes de recherche :*

- **Membre du Comité français de droit international privé.**

- **Membre de l'International Law Association (ILA).**

- **Membre du réseau universitaire européen Droit de l'espace de liberté, sécurité et justice (ELSJ).**

- **Membre de la Société internationale de droit de la famille** (International Society of Family Law – ISFL). Elue au Conseil exécutif depuis juillet 2017.

- **Membre du réseau européen d'experts Trans Europe Experts (TEE).**

- *Organisation de colloques, conférences, journées d'étude :*

- **Directrice scientifique** avec le Pr. H. Fulchiron, **du colloque « La preuve de l'état des personnes »**, organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et la Cour de cassation, qui se déroulera à la Cour de cassation le 17 mars 2022.

- **Directrice scientifique** avec le Pr. H. Fulchiron, **du colloque / journée de formation en ligne « Le divorce : bilan, réformes et perspectives »**, organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 en avril 2021.

- **Directrice scientifique du colloque « L'identité et le droit »**, organisé par le Laboratoire de Recherches Juridique et Economique (LARJE) de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, Nouméa, les 3 et 4 novembre 2016.

- **Directrice et Coordinatrice scientifique** avec les Pr. H. Fulchiron, J.-S. Bergé et C. Nourissat **du colloque « Vers un statut européen de la famille ? »**, organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, en association avec le CREDIP, à Lyon, les 21 et 22 novembre 2013.

- **Directrice scientifique** avec le Pr. H. Fulchiron **du colloque « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle »**, organisé par le Centre de droit de la famille, Université Jean Moulin, à Lyon 3, le 31 mai 2013.

- **Organisation et participation à l'organisation d'une vingtaine de colloques, journées de formation et séminaires de recherche à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 et à l'Université de la Nouvelle-Calédonie :**

- Recherche de financements et de partenariats auprès d'organismes professionnels (Barreau, Conseil régional des notaires, Chambres des notaires, Conseil supérieur du

notariat...), d'organismes institutionnels (Conseil régional, Ministère de la Justice, Caisse d'allocations familiales, Provinces, Gouvernement, Congrès...) et de sociétés privées (éditeurs juridiques, assurances et mutuelles...).

- Gestion et supervision de l'organisation matérielle des colloques (Programme, affiche, invitations, déjeuners, pauses café, déplacements des intervenants...).
- Négociation et gestion avec les éditeurs juridiques de la publication des actes des colloques dans des revues juridiques ou sous forme d'ouvrages autonomes.

- *Direction scientifique et coordination d'ouvrages collectifs :*

- **L'identité et le droit - perspectives calédonienne, nationale et internationale** – éd. PUNC décembre 2020, ouvrage également disponible en ligne sur www.unc.nc.

- **Tratado de la vulnerabilidad**, Dir. U. C. Basset, H. Fulchiron, C. Bidaud-Garon, J. N. Lafferrière, Thomson-Reuters La Ley, août 2017.

- **Vers un statut européen de la famille ?** Dir. H. Fulchiron et C. Bidaud-Garon, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, octobre 2014.

- *Direction de thèses :*

- Thèse soutenue :**

- B. Baret, *Vers un ordre public familial européen (Conseil de l'Europe et Union européenne)*, soutenue le 5 mars 2021, co-dir. avec le Pr. H. Fulchiron.

- Thèses en cours :**

- G. Millerieux, *La vulnérabilité*, soutenance prévue en décembre 2021, co-dir. avec le Pr. H. Fulchiron.

- A. Berna, *La notion de vérité en matière de filiation*, thèse débutée en décembre 2020.

- M. El Bahja, *La situation des femmes franco-marocaine : unions et successions*, thèse débutée en décembre 2020.

- *Direction de revues ou de collections, responsabilité d'une chronique dans une revue :*

- **Membre du comité éditorial de la revue électronique Family & Law** depuis janvier 2020.

- **Initiatrice et Directrice scientifique des Cahier du LARJE – Veille et éclairage juridiques**, de 2016 à 2019. Création d'un cahier annuel exclusivement consacré aux évolutions du droit applicable en Nouvelle-Calédonie et à la jurisprudence intéressant la Nouvelle-Calédonie (Spécificités du droit local, droit coutumier, conflits internes de normes et de statuts, transfert des compétences, décrochage du droit applicable sur le territoire par rapport au droit national etc.). Chacun des enseignants-chercheurs et doctorants en droit privé et public participant au cahier rédige une partie « Veille juridique » sur les nouveaux textes applicables en Nouvelle-Calédonie et une partie « Eclairage juridique » qui peut être un commentaire de décision ou de loi, un libre propos, etc. Les cahiers 2016, 2017 et 2018 sont téléchargeables sur le site du LARJE : <https://larje.unc.nc/fr/recherches/cahiers-du-larje/tous/>. Ils sont également référencés sur le site de la Direction générale des Outre-mer, dans la rubrique « Pôle documentation ».

- **Direction scientifique de la Chronique annuelle de droit français de la famille (Chronicle of French Family Law)** depuis 2013. Chronique collective rédigée en anglais par des enseignants-chercheurs et des doctorants spécialistes du droit de la famille ayant pour objet de présenter les évolutions récentes du droit de la famille en France. Publiée chaque année in *International Survey of Family Law*, Jordan publishing jusqu'en 2018, Intersentia depuis.

- **Directrice scientifique**, avec le Pr. H. Fulchiron, **du cahier spécial « Du mariage pour tous à la famille homosexuelle »**, incluant les actes du colloque réalisé sur le même thème et d'autres articles complétant la recherche, paru à la revue *Droit de la famille*, n°7, juillet 2013.

- **Directrice scientifique des rubriques Droit des personnes et Droit extrapatrimonial de la famille du Bulletin des arrêts de la Cour d'appel de Lyon (Bacaly)**, de 2011 à janvier 2014.
Revue en ligne consultable sur : <http://bacaly.univ-lyon3.fr>.

- **Responsable** avec le Pr. D. Goubeau de l'Université de Laval de la **traduction anglais/français des résumés des articles paraissant** dans *l'International Survey of Family Law*, dirigé par le Pr. B. Atkin de l'Université Victoria of Wellington (Nouvelle-Zélande) jusqu'en 2017 et par la Pr. M. Brinig de l'Université Notre Dame (Indiana – Etats-Unis) depuis 2012.

2) Rayonnement scientifique

- *Missions d'expertise :*

- **Experte française pour le projet Jean Monnet *Unaccompanied children: Italian and European remedies*** (cod. 587039-EPP-1-2017-1-IT-EPPJMO-MODULE - Dir. M. Donata, Professeur à l'Université de Modena et Reggio Emilia), direction du rapport national français rendu en février 2021.

- **Audition par le Défenseur des enfants et le groupe de travail sur l'intérêt l'enfant en tant qu'expert des questions liées à la filiation et aux droits des enfants nés à l'étranger d'un processus de gestion pour autrui.** Audition réalisée à Paris le 29 avril 2014. L'objectif des auditions réalisées était de connaître les solutions envisageables pour sortir de l'impasse juridique dans laquelle étaient les enfants nés d'une gestation pour autrui réalisée à l'étranger.

- **Expertise scientifique pour EURIAS** (*European Institutes for Advanced Study*), de 2014 à 2017 : évaluation des dossiers d'enseignants-chercheurs ayant formulé une demande de bourse de recherche EURIAS pour un projet relatif au droit de la famille.

- **Experte française pour le Cabinet de Recherche britannique MATRIX** entre janvier 2012 et décembre 2013 missionné par la Commission européenne pour établir l'étude d'impact relative à la recherche d'une solution européenne à la circulation des actes de l'état civil au sein de l'Union européenne (*Study for an Impact Assessment on European Initiatives on Mutual Recognition of the Effects of Civil Status Records*) en vue de l'élaboration d'une proposition de Règlement UE relatif à la circulation des actes de l'état civil et à la réception de leurs effets.

- *Colloques, cours et conférences :*

Les communications marquées d'un astérisque ont fait l'objet d'une publication dont les références sont précisées dans la liste des publications figurant en annexe.

- **En France métropolitaine :**

- 1 - **Les mesures d'urgences**

- Colloque / journée de formation en ligne « *Le divorce : bilan, réformes et perspectives* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 en avril 2021.

- 2 - **La représentation du mineur dans l'ordre international**

- Journée de la pratique notariale internationale, organisée par l'ACENODE, l'INEI, l'INFN et l'Université Jean Moulin – Lyon 3 le 30 janvier 2020.

- 3 – **Le recours aux preuves scientifiques pour l'établissement de l'identité***

- Colloque « *Le migrant et sa famille dans un monde globalisé* », organisé par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand), le 27 novembre 2019.

- 4 – **L'ordre public international en droit des personnes et de la famille**

- Colloque « *L'internationalisation de l'ordre public* », organisé par l'Université de Bordeaux (IRDAP) à Bordeaux le 5 avril 2019.

4 - La notion d'état civil

Colloque « *La circulation des personnes et de leur statut dans un monde globalisé* » - organisé par le par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand) et l'Institut universitaire de France à Lyon 11 et 12 octobre 2018.

5 - Legal pluralism and diversity of interpretation of fundamental rights (common law, customary law, reservation related to indigenous right)*

Conférence « *The Influence of International Human Rights Bodies on National Family Law* », organisé by the International Society of Family Law at the European Court of Human Rights, Strasbourg, 4 mai 2018.

6 - Les domaines orphelins de l'autonomie de la volonté : quels ersatz ?*

Journées académiques : « *L'autonomie de la volonté en droit des personnes et de la famille dans les règlements de droit international privé européen - (Enjeux théoriques et conséquences pratiques)* », organisées par l'Université de Liège et l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand) à Lyon, les 11 et 12 mai 2016.

7 - Accompagnement et Actes personnels*

Séminaire de recherche : « *L'accompagnement des personnes majeures vulnérables* », organisé par l'Université Jean Moulin Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand), l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Pontificia Universidad Católica Argentina (Buenos Aires), Universidad Austral (Buenos Aires), Pontificia Universidad Católica de Chile (Santiago), Universidad de Valladolid, à Lyon le 18 mai 2016.

8 - La prise en compte de l'état des personnes créé à l'étranger par le notaire français*

Journées nationales personnes et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 30 et 31 mars 2015.

9 - La prise en compte des considérations d'ordre public dans les instruments de droit international privé relatifs à la circulation des personnes et de leur statut (lois de police, exceptions d'ordre public etc.)

Séminaire de recherche : « *La circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé : autour de l'ordre public* », organisé par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand) et la Faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, à Lyon les 12 et 13 février 2015.

10 - Le poids du droit à l'identité dans l'évolution du droit de la filiation

Séminaire de recherche : « *La vulnérabilité : l'enfant* », organisé par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand) et le Centro de Investigaciones de Derecho de Familia de la Pontificia Universidad Católica Argentina de Buenos Aires, à Lyon les 10 et 11 février 2015.

11 - Participation à une table ronde relative aux causes de divorce, à la compétence du juge, à la procédure et à la loi applicable à la rupture du lien matrimonial*

Colloque : « *Le divorce en Europe* », organisé par la Cour de cassation et le l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand), à la Cour de cassation, Paris le 6 novembre 2014.

12 - Les enjeux de la preuve de l'état des personnes au regard de la qualité d'héritier et de conjoint survivant dans les successions internationales*

Journées nationales personnes et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 24 et 25 mars 2014.

13 - Les transformations du droit de la famille (modèles familiaux, rôle de la volonté individuelle et droits de l'enfant)

Conférence pour la Caisse d'allocation familiale et les dirigeants des structures accueillant des enfants, organisée par la Caisse d'allocations familiales du Rhône, à Lyon les 13 et 20 février 2014.

14 - Les instruments techniques de coordination et l'harmonisation des droits internes*

Colloque : « *Vers un statut européen de la famille ?* », organisé par l'Université Jean Moulin – Lyon 3 (CDF – Équipe Louis Josserand, en association avec le CREDIP), à Lyon, les 21 et 22 novembre 2013.

15 - État civil et droit de la nationalité : les pièges de l'état civil international

Session de formation des magistrats relative au droit de la nationalité, organisée à Paris par l'ENM, le 3 octobre 2013.

16 - La réception en France des actes de l'état civil étrangers

Université d'été de l'EDARA (École des avocats de la région Rhône-Alpes), organisée à Lyon les 7, 8 et 9 juillet 2013.

17 - Le mariage sans sexe... (nom des époux, état civil, livret de famille, célébration du mariage...)*

Colloque : « *Du mariage pour tous à la famille homosexuelle* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 31 mai 2013.

18 - La loi applicable aux successions internationales selon le règlement du 4 juillet 2012*

Journées nationales personnes et famille organisées par le Conseil Supérieur du Notariat à Paris les 25 et 26 mars 2013.

19 - La loi applicable aux régimes matrimoniaux selon la proposition de règlement du Conseil présentée à la Commission européenne le 16 mars 2011*

Colloque : « *Vers un droit européen patrimonial de la famille ?* », organisé par l'IRDAP, Université de Bordeaux IV – Montesquieu, à Bordeaux le 25 janvier 2013.

20 - L'application en France de la Convention de La Haye sur les enlèvements internationaux d'enfant*

Colloque : « *Droit japonais, droit français : Quel dialogue ?* », organisé par l'École normale supérieure de Lyon et Science-po Lyon, à Lyon les 10 et 11 mai 2012.

21 - Les modalités du choix de la loi applicable dans le Règlement Rome 3*

Colloque : « *Le nouveau droit européen du divorce autour du Règlement Rome 3 sur la loi applicable au divorce* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 10 mai 2012.

22 - Les formalités entourant le mariage (*mariage en la forme locale – transcription – opposabilité aux tiers*)*

Colloque : « *L'union conjugale en Europe : Quelle place pour la volonté ?* », organisé par le Centre de droit notarial européen à Lyon le 29 mars 2012.

23 - Le rôle de la volonté dans le système légal français de protection des majeurs*

Congrès de l'Association internationale de droit de la famille (International Survey Of Family Law) organisé à Lyon du 19 au 23 juillet 2011 : « *Les solidarités entre les générations* ».

24 - Participation au cycle de séminaires de recherche : Parenté, filiation, origine

Dirigé par les Pr. H. Fulchiron de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, P. Murat de l'Université Pierre Mendès France – Grenoble 2 et J.-L. Renchon de l'Université catholique de Louvain, organisé à Lyon les 12 et 13 février, 18 et 19 novembre 2010.

25 - La valeur probante des actes de l'état civil : atteinte à la souveraineté de l'État ou protection de l'État ?*

Colloque organisé à l'occasion du soixantième anniversaire de la Commission internationale de l'état civil : « *L'état civil du XX^e siècle* », à Strasbourg, les 13 et 14 mars 2009.

26 - L'état civil des parties*

Colloque : « *Les conflits familiaux internationaux* », organisé par l'Institut d'étude judiciaires et le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 25 juin 2008.

27 - Participation au cycle de séminaires de recherche : Parenté/parentalité, mariage/conjugalité

Organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à Lyon les 7 février 2007, 24 novembre 2007 et 6 mars 2008.

28 - Synthèse des travaux réalisés en atelier sur la preuve de la filiation

Colloque : « *La réforme de la filiation* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, le 8 juin 2006.

29 - La réforme de l'article 47 du Code civil et la force probante des actes de l'état civil étrangers

Colloque « *L'état civil dans tous ses États* », organisé par le Syndicat des avocats de France et l'Université de Lille 2, à Lille, le 16 avril 2005.

30 - Animation d'un atelier sur l'application du Règlement Bruxelles 2 bis

En collaboration avec Maître A. Boiché. Colloque : « *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, les 7 et 8 avril 2005.

31 - La Pologne et les déplacements transfrontaliers d'enfants*

Colloque : « *Les enlèvements d'enfants à travers les frontières* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, à Lyon, les 20 et 21 novembre 2003.

- En outre-mer et à l'étranger :

1 - Le droit des femmes : comparaison entre le droit civil et la coutume kanak

Conférence donnée dans le cadre de l'Union des femmes francophones d'Océanie au Centre culturel Tjibaou le 27 octobre 2018.

2 - La place de la coutume dans la justice en Nouvelle-Calédonie

Participation à la table ronde dans le cadre de la *nuit du droit* organisée à l'Université de la Nouvelle-Calédonie, le 4 octobre 2018.

3 - Les insuffisances du droit commercial international en Nouvelle-Calédonie*

Colloque « *Quel droit pour les entreprises en Nouvelle-Calédonie ?* », organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE) les 27 et 28 septembre 2018.

4 - Kanak customary status beyond the territory of New Caledonia

International Law Association (ILA) 78th biennial conference - Sydney, 19-24 août 2018.

5 - Le statut coutumier kanak au-delà du territoire de la Nouvelle-Calédonie*

Colloque « *Les enjeux territoriaux du pacifique* », organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Nouméa, les 3 et 4 juillet 2018.

6 - L'égalité juridique entre homme et femme

Conférence organisée dans le cadre du « *Tour de France de l'égalité* » visant à promouvoir la CEDEF (Convention pour l'élimination des discriminations envers les femmes) à l'Université de la Nouvelle-Calédonie le 6 septembre 2017.

7 - Family realities and internal conflicts of statuses in New Caledonia

16th World Conference of the International Society of Family Law, Vrije Universiteit of Amsterdam, 25 au 29 juillet 2017.

8 - L'état civil coutumier en Nouvelle-Calédonie*

Colloque « *La coutume dans le droit calédonien* », organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Nouméa, les 27 et 28 avril 2017.

9- De l'égalité homme-femme à l'égalité père-mère

Conférence donnée dans le cadre de la journée internationale des droits des femmes organisée par l'Université de la Nouvelle-Calédonie, le 8 mars 2017.

10 - Du droit à l'identité à un droit à l'unité du statut personnel et familial ?*

Colloque « *L'identité et le droit* », organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Nouméa, les 3 et 4 novembre 2016.

11 - Integration of kanak custom in the contemporary normative corpus in New Caledonia

Congrès du réseau de recherche Pacific Islands University Research Network (PIURN), à la National University of Samoa (NUS), Apia, les 19, 20 et 21 septembre 2016.

12 - La prise en compte de la volonté des majeurs vulnérables*

Séminaire de recherche : « *La vulnérabilité : les majeurs vulnérables* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et le Centro de Investigaciones de Derecho de Familia de la Pontificia Universidad Católica Argentina de Buenos Aires, à Buenos Aires les 2 et 3 juin 2015.

13 - Les difficultés de circulation des statuts familiaux

Séminaire de recherche « *Droits fondamentaux et circulation internationale des statuts familiaux* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et la Faculté de droit de l'Université fédérale de Rio de Janeiro, à Rio de Janeiro le 10 avril 2015.

14 - Vers un principe de reconnaissance des statuts familiaux en Europe ?

Séminaire de recherche : « *Droits fondamentaux et circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et la Faculté de droit de l'Université de Sao Paulo, à Sao Paulo le 8 avril 2015.

15 - La maternité de substitution devant la Cour européenne des droits de l'homme*

Colloque : « *Las Nuevas reglas del Derecho de la Niñez en el Código Civil y Comercial. Una mirada desde el Derecho privado y Derecho Internacional Privado* », organisé par l'Université catholique et le collège des magistrats de Rosario (Argentine) et le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3, à Rosario le 26 novembre 2014.

16 - Le sort des enfants nés à l'étranger d'une mère porteuse

Conférence à l'Université fédérale de Rio de Janeiro, le 12 août 2014.

17 - Procreative tourism and French law

Congrès mondial de la Société internationale de droit de la famille (ISFL), organisé à Recife (Brésil) du 6 au 9 août 2014.

18 - Les actes de l'état civil, instrument de circulation de l'état des personnes

Colloque : « *La libre circulation des personnes et de leur statut familial dans un monde globalisé* », colloque organisé par l'Université de Sao Paulo (USP) et l'Université Jean Moulin - Lyon 3 (Centre de droit de la famille) avec le soutien du programme de Chaires Consulat de France à Sao Paulo/État de Sao Paulo, à l'Université de Sao Paulo le 10 avril 2014.

19 - Participation au séminaire de recherche relatif aux frontières du droit international privé / *Boundaries of European Private International Law*, dirigé par le Pr. J.-S. Bergé, *Jean Monnet Lifelong Learning Program (Project n. 54239-LLP-1-2013-1-FR-AJM-IC)*, organisé à l'Université autonome de Barcelone, par Miquel Gardeñes Santiago, les 27 et 28 mars 2014.

20 - L'accès à la parenté pour les couples de même sexe en droit français

Colloque : « *Procreación y Adopción en la era de la globalización / La procréation et l'adoption à l'ère de la mondialisation* », organisé en partenariat par le Centre de droit de la Famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et le Centre de Recherche en droit de la famille de l'Université Pontificale de Buenos Aires, à Buenos Aires le 28 novembre 2013.

21 - Du processus législatif français à la loi ouvrant le mariage et l'adoption aux couples de même sexe

Conférence donnée à l'invitation de l'Ambassade de France et du Conseiller des Flandres en Hongrie à l'occasion des dix ans de la loi belge ayant ouvert le mariage aux personnes de même sexe, à Budapest le 5 juillet 2013.

- *Participation à des jurys de thèse ou d'HDR : nom du candidat, date, université.*
 - **Membre du jury de thèse** de H. El Qotni, Les droits de l'enfant : étude du droit français et du droit positif marocain à travers la source du droit musulman, soutenue à l'Université Jean Moulin - Lyon 3, le 22 janvier 2013, Dir. H. Fulchiron.
 - **Membre du jury de thèse** de M. V. Torres Pereira, Les couples de même sexe en droit international privé, soutenue à l'Université Jean – Moulin Lyon 3, le 6 février 2020, Dir. H. Fulchiron.

2. ACTIVITÉS PÉDAGOGIQUES

1) Dans l'établissement

1. Enseignements :

<i>Discipline</i>	<i>Niveau</i>	<i>Formation Initiale (FI) ou Continue (FC)</i>	<i>Type d'enseignement</i>	<i>Années</i>	<i>Volume horaire</i>
Introduction au droit et droit des personnes	L1	FI	CM	2016-2018	36
Droit des personnes	L1	FI	CM	2008-2011	30
	M2	FI	Séminaire	2008-2015, et depuis 2020	23
	DU	FC	CM	2011-2015	15
Droit de la famille	L1	FI	CM	2017	10
	L3	FI	CM	Depuis 2016	36/33
Droit international privé – Théorie générale	M1	FI	CM	2012-2015	30
	L3	FI	CM	2015-2019	24
Droit international privé des personnes	M2	FI	Séminaires	2007-2015	14
	DU	FC	CM	2012-2015	14
Droit international privé de la famille	M2	FI	Séminaires	2007-2015	14
	DU	FC	CM	Depuis 2019	14
Droit international privé des régimes matrimoniaux	M2	FI	CM	2012	14
Circulation internationale des actes et des jugements	M2	FI	CM	Depuis 2019	10
	M2	FI	CM	2007-2015	10
Droit du commerce international et des contrats internationaux applicable en Nouvelle-Calédonie (2 cours)	M1	FI	CM	2015-2019	20
	M2	FI	CM et Séminaires	2015-2019	20
Conflits de statuts et conflits internes de normes (coutume kanak/droit commun)	M2	FI	Séminaires	2016-2019	4
Droit judiciaire privé	L3	FI	CM	2015-2017	24
Introduction au droit commercial	L1 Eco-gestion	FI	CM	2015-2017	24
Méthodologie juridique	L1	FI	TD	2018	14
Introduction au système juridique calédonien	L1	FI	CM	2018	8
Droit des biens	L1	FI	CM	2009	30
	L2	FI	CM	2018	16
Droits et libertés fondamentaux	L3	FI	CM + TD	2018	18

En plus des enseignements :

- Directions de mémoires de master 2 ;
- Suivis de projets tutorés et de stages ;
- Directions de mémoires de DSN.

2. *Initiatives pédagogiques :*

- *Création et direction de diplômes, déploiement d'offres de formation, partenariat d'établissements ... :*

- Gestion d'un projet de création d'un DU d'expertise judiciaire à l'Université de la Nouvelle-Calédonie :

Suite à la mise en place en 2018 de conférences d'expertise à destination des experts judiciaires près la Cour d'appel de Nouméa, ceux-ci m'ont sollicité pour créer un DU. La maquette a été élaborée avant mon départ de Nouvelle-Calédonie et le DU a ouvert après mon départ.

- Responsable pédagogique de la licence Droit de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, de mars 2017 à mars 2019 :

- Modification de la maquette en adéquation avec le projet Trajectoire réussite pour les étudiants en Calédonie (TREC) permettant aux étudiants d'obtenir leur licence en 5 ou 7 semestres.
- Supervision de l'équipe pédagogique.
- Gestion des missions d'enseignement des universitaires métropolitains venant dispenser des enseignements.
- Recrutement des vacataires.
- Organisation des conférences de rentrée.
- Représentation du diplôme dans les différents salons d'orientation.
- Supervision des stages jusqu'en septembre 2018.

- Créatrice et Directrice du Diplôme Universitaire (DU) de droit notarial international à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 de 2012 au 1^{er} juillet 2015 :

Diplôme externalisé financé par les instances notariales, créé en partenariat avec le Centre de formation professionnelle des notaires (CFPN) de Lyon et le Centre de droit notarial européen (ACENODE). Diplôme de formation continue réservé aux notaires diplômés.

- Création du diplôme, élaboration de la maquette et du régime d'examen.
- Négociation des partenariats avec les instances nationales et régionales notariales.
- Recrutement des intervenants universitaires et professionnels.
- Organisation pédagogique de la formation et des examens.

- Directrice du parcours international et européen du master 2 droit privé et sciences criminelles, mention droit notarial à l'Université Jean Moulin - Lyon 3 de 2011 au 1^{er} juillet 2015 ;

Co-Directrice du Master droit notarial international depuis le 1^{er} septembre 2019 :

- Modification de la maquette pédagogique.
- Rédaction du dossier de contractualisation du master 2 pour le contrat quinquennal
- Sélection des étudiants.
- Recrutement des intervenants universitaires et professionnels.
- Mise en place de partenariats avec les organismes professionnels et les instances notariales françaises et étrangères (Conseil supérieur du notariat, conseil régional des notaires de la Cour d'appel de Lyon, Conseil fédéral du notariat allemand, Cabinet de généalogie Coutot-Roehrig...).
- Organisation de la participation à des colloques pour l'ensemble des étudiants du master 2.
- Organisation en collaboration avec des notaires et le Centre de droit notarial européen d'une étude sur les fonctions notariales à travers le monde.
- Organisation d'une journée d'intégration en collaboration avec les anciens élèves, les organismes professionnels et les instances notariales locales : le rallye du notariat.

- **Coordinatrice pédagogique du master 2 droit privé et sciences criminelles, mention droit de la famille à l'Université Jean Moulin - Lyon 3** de 2006 à 2013 ;
Créatrice et Directrice du parcours professionnel de 2011 à 2013 ;
Directrice du parcours recherche depuis 2020

- Organisation des jurys de soutenance de mémoires et de l'épreuve orale de synthèse.
- Organisation des épreuves écrites.
- Rédaction du dossier de contractualisation du master 2 pour un contrat quadriennal et un contrat quinquennal.
- Suivi des étudiants et de l'organisation des cours.
- Sélection des étudiants.
- Organisation de la participation à des colloques pour l'ensemble des étudiants du master 2.
- Mise en place du parcours professionnel en 2011, création du régime d'examen et suivi des étudiants en stage.

- **Créatrice et Directrice de la licence professionnelle « Droit et gestion des entreprises associatives » (IUT) à l'Université Jean Moulin - Lyon 3**, de 2007 à 2011:

- Rédaction des dossiers d'habilitation et de renouvellement.
- Création de la maquette.
- Organisation de la scolarité et des enseignements.
- Mise en place de l'alternance et des contrats de professionnalisation en septembre 2009.
- Responsable des stages et du suivi des projets tutorés.
- Recherche et développement de partenariats avec des associations, des instances locales et des établissements d'enseignement et de formation.

- *Expérimentation pédagogique et pratiques pédagogiques innovantes (ex : enseignement clinique, encadrement de projets ou d'équipes d'étudiants dans le cadre de concours...)*

Dans le cadre du projet TREC 5 et 7 (Licence en 5 ou 7 semestres) de l'Université de la Nouvelle-Calédonie, j'ai supervisé la refonte de la maquette et j'ai mis en place des cours partiellement à distance avec une pédagogie dite inversée. Depuis la rentrée de février 2019 (l'Université de la Nouvelle-Calédonie fonctionne sur le calendrier austral), les cours d'institutions judiciaires et d'institutions administratives nationales sont d'abord étudiés en ligne par les étudiants. Il y a ensuite uniquement trois séances de rassemblement pendant lesquelles le travail est basé sur les questions de l'enseignant et les explications des étudiants. Au cours de ces séances, les étudiants ont également la possibilité de poser des questions sur les points du cours en ligne qu'ils n'ont pas compris.

2) Hors de l'établissement

- *Missions d'enseignement dans d'autres établissements, invitations à l'étranger :*
 - Droit international privé (DU – 15h CM), cours en anglais, Université du Laos – Décembre 2019.
 - Droit du commerce international et des contrats internationaux applicables en Polynésie française (M2 – 20h CM), Université de la Polynésie Française – Septembre 2017.
 - Droit des contrats spéciaux (M1 – 20h CM), Université de la Polynésie Française – Mars 2017.
 - *Profesora Visitante* à l'invitation de l'Université pontificale catholique argentine (UCA) – novembre 2014.
 - Droit international privé, Conflits de lois (M2- 20hCM), Université d'Ho Chi Minh, Vietnam – 2012 et 2014.
 - Droit international privé, Conflits de lois (M1 – 20 h CM), UFAR, Erevan, Arménie - 2012.

- Droit international privé, Conflits de juridictions (M2 – 20h CM), Université Hassan II, Casablanca, Maroc - 2011.
- Méthodologie du droit (*L1 et 2* – 15h CM), Université Ain Shams, Le Caire, Égypte - 2007.
- *Participation à des jurys hors établissement (ENM, CAPA, DSN, ENA...)* :
 - **Présidence du jury des épreuves de droit de la famille de la voie d'accès professionnelle au notariat**, Institut des métiers du notariat de Lyon, novembre 2019
 - **Membre du jury de l'examen d'entrée au Centre Régional de Formation Professionnelle des Avocats** de 2008 à 2014 (Epreuves écrites et orales de Droit des personnes et de la famille).
 - **Présidente du jury de l'examen d'entrée au Centre formation professionnelle des notaires de Lyon**, 2014.
 - **Présidente du jury de l'examen de spécialisation des avocats** (Mention droit des personnes et de la famille) de 2010 à 2011.
 - **Présidente et membre du jury de soutenances de mémoire de DSN** à de nombreuses reprises.

3. RESPONSABILITÉS ADMINISTRATIVES

- *Présidence, vice-présidence, participation aux conseils centraux :*
 - **Membre élu du Conseil Académique de l'Université de la Nouvelle-Calédonie** de 2017 à 2019
Commission recherche et commission restreinte.
 - **Membre du Conseil de l'École doctorale du Pacifique** de 2017 à 2019
École doctorale pluridisciplinaire (Sciences humaines et sociales et sciences dites « dures »)
Représentante du Laboratoire de Recherches Juridique et Economique – LARJE.
- *Direction de composantes et participation aux conseils :*
 - **Membre du Conseil de département Droit-Économie-Gestion de l'Université de la Nouvelle-Calédonie** de 2017 à 2019.
 - **Membre du Collège d'experts de l'Université Jean Moulin – Lyon 3** de janvier 2013 à juillet 2016 et depuis 2020.
- *Responsabilités dans les projets et la vie collective de l'établissement :*
 - **Directrice du service des VAE de la Faculté de droit de l'Université Jean Moulin - Lyon 3** depuis septembre 2019.
 - **Membre de commissions universitaires de l'Université Jean Moulin - Lyon 3** relatives à :
 - Création du référentiel des enseignants chercheurs, 2010-2011.
 - La valorisation de l'enseignement et de la recherche, 2009-2010.
 - L'équité des services, 2009-2010.

1. Ouvrage co-écrit :

- **Droit des personnes et de la famille** Ouvrage en cours d'écriture, co-rédaction avec le Pr. H. Fulchiron, à paraître aux éd. Dalloz, coll. Séquence, en 2021.

2. Direction d'ouvrages :

- **L'identité et le droit - perspectives calédonienne, nationale et internationale** – éd. PUNC décembre 2020, ouvrage également disponible en ligne sur www.unc.nc.
- **Tratado de la vulnerabilidad**, Dir. U. C. Basset, H. Fulchiron, C. Bidaud-Garon, J. N. Lafferrière, Thomson-Reuters La Ley, août 2017.
- **Vers un statut européen de la famille ?** Dir. H. Fulchiron et C. Bidaud-Garon, Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, octobre 2014.

3. Autres publications :

1. *Articles* :

1) **La transcription des actes de l'état civil étrangers sur les registres français : cesser de déformer et enfin réformer...**

Revue critique de Droit international privé 2020, n°2, p. 247.

2) **Aperçu critique de la nouvelle loi du pays du 28 mai 2018 relative aux successions des biens appartenant aux personnes de statut civil coutumier kanak**

Cahier du LARJE Veille et éclairage juridiques, Dir. C. Bidaud-Garon, 2018, p. 6,
<https://larje.unc.nc/fr/cahiers/cahier-du-larje-n-2018-6-veille-et-eclairage-juridiques/>

3) **Accompagnement et actes personnels**

Revue Droit de la famille, mars 2017, n°3, 21.

4) **La réforme J21 et le décrochage du droit des personnes et de la famille applicable en Nouvelle-Calédonie...**

Cahier du LARJE Veille et éclairage juridiques, Dir. C. Bidaud-Garon, n° 2017-2, juillet 2017, p. 7,
<https://larje.unc.nc/fr/cahiers/veille-eclairage-juridiques/>

5) **Le recours à la preuve biologique dans les actions dont l'objet n'est ni l'établissement, ni la contestation d'un lien de filiation**

Revue Droit de la Famille, avril 2016, n°4, p. 18.

6) **Reconnaissance ou reconstruction ? A propos de la filiation des enfants nés par GPA, au lendemain des arrêts *Labassée, Mennesson* et *Campanelli-Paradiso* de la Cour EDH**

Rédigé en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Revue critique de Droit international privé 2015, n°1, p. 1.

7) **Le divorce en Europe - Cas pratique relatif au principe du divorce**

Revue Droit de la Famille, avril 2015, n°4, p. 27.

8) **Les conventions bilatérales en matière d'état civil**

AJ Famille, juin 2014, n°6, p. 341.

9) **La détermination de la qualité de conjoint survivant et d'héritier dans les successions internationales**

JCP éd. Notariale et immobilière, 2014, 1178.

- 10) « L'enfant de la fraude... », Réflexions sur le statut des enfants nés avec l'assistance d'une mère porteuse**
Rédigé en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2014, p. 905.
- 11) Mariage consulaire... pour tous ?**
JCP éd. Générale, 2013, 1325.
- 12) Dans les limbes du droit (à propos de la situation des enfants nés à l'étranger avec l'assistance d'une mère porteuse)**
Rédigé en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2013, Chron., p.2349.
- 13) Mariage pour tous : la circulaire !**
JCP éd. Générale, 2013, 729.
- 14) Le mariage sans sexe...**
Revue Droit de la famille, juillet-août 2013, n°7-8, p.13.
- 15) La loi applicable aux successions internationales selon le règlement du 4 juillet 2012**
JCP éd. Notariale et immobilière, 2013, 1109.
- 16) Les conventions de désignation de loi applicable au divorce prévues par le règlement Rome 3**
Revue Droit et patrimoine, mai 2013, p.20.
- 17) Projet de loi sur le mariage : sans distinction de sexe...**
Revue Droit et Patrimoine, décembre 2012, p. 30.
- 18) La reconnaissance des mariages célébrés à l'étranger**
JCP éd. Notariale et immobilière, 2012, 1265.
- 19) L'établissement de l'état des parties**
Revue Droit de la famille, n°11, novembre 2008, p. 11.
- 20) La preuve de la filiation d'un étranger et la loi du 20 novembre 2007**
Revue Droit de la famille, n°2, février 2008, p. 19.
- 21) Identité des parties et actes de l'état civil étrangers**
Revue Droit et patrimoine, n°160, juin 2007, p. 44.
- 22) Des conditions du mariage des français à l'étranger : variations sur la forme et le fond...**
Rédigé en en collaboration avec le Pr. C. Nourissat, Actualité juridique famille, n°12-2006, p. 447.
- 23) La force probante des actes de l'état civil étrangers après la loi du 26 novembre 2003**
Revue critique de droit international privé 2006, n° 1, Doctrine et chronique, p. 49.

2. Chapitres d'ouvrages collectifs :

- 1) La représentation du mineur dans l'ordre international**
In Actes de la journée de la pratique notariale internationale, organisée par l'ACENODE, l'INEI, l'INFN et l'Université Jean Moulin – Lyon 3 le 30 janvier 2020, à paraître en 2021 aux éd. Lextenso.
- 2) Le statut coutumier kanak au-delà du territoire de la Nouvelle-Calédonie**
in « Les enjeux territoriaux du pacifique » - Actes du colloque organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Dir. G. Giraudeau, à paraître aux PUNC en 2021.
- 3) L'utilisation des preuves scientifiques dans le droit des migrants**
In « La famille du migrant », Dir. H. Fulchiron, LexisNexis, coll. Perspectives, 2020, p. 273.

4) Vers un droit à l'unité du statut personnel et familial dans les situations internationales ?

in « L'identité et le droit - perspectives calédonienne, nationale et internationale » - Actes du colloque organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Dir. C. Bidaud, PUNC, 2020, p. 107.

5) Les insuffisances du droit commercial international en Nouvelle-Calédonie

in « Quel droit pour les entreprises en Nouvelle-Calédonie ? » - Actes du colloque organisé par l'Université de la Nouvelle-Calédonie (LARJE), Dir. M. Buchberger, à paraître aux PUNC en 2021.

6) Preuve de la nationalité et actes de l'état civil étrangers

in « La nationalité : enjeux et perspectives » – Actes du colloque organisé à l'occasion des 20 ans de la Convention européenne sur la nationalité à l'Université de Rouen, Dir. A. Dionisi-Peyrusse, F. Jault-Seseke, F. Marchadier et V. Parisot, éd. Varenne, 2019, p. 299.

7) Commentaire des articles 14, 15 et 16 des règlements de l'Union européenne du 24 juin 2016 relatifs aux régimes matrimoniaux et aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés

In « Le droit européen des régimes patrimoniaux des couples », Commentaire article par article des règlements de l'Union européenne du 24 juin 2016 relatifs aux régimes matrimoniaux et aux effets patrimoniaux des partenariats enregistrés, Dir. S. Corneloup, V. Egéa, E. Gallant, F. Jault-Seseke, Société de législation comparée, novembre 2018.

8) L'état civil coutumier

In « La coutume kanak dans le pluralisme juridique calédonien », ouvrage résultant du rapport de recherche GIP Justice « *L'intégration de la coutume kanak dans le corpus législatif contemporain* » rendu au Ministère de la Justice en 2016, Dir. E. Cornut et P. Deumier, PUNC, 2018, p. 367.

9) Les domaines orphelins de l'autonomie de la volonté : quels ersatz ?

Rédigé en collaboration avec A. Panet, *in* « L'autonomie de la volonté dans les relations familiales internationales », Actes du colloque, Dir. A. Panet, H. Fulchiron et P. Wautelet, Bruylant, 2017, p. 91.

10) La prise en compte de la volonté du majeur handicapé sous régime de protection dans la législation française

In « Tratado de la vulnerabilidad », Traité résultant des séminaires de recherche organisés dans le cadre de la convention académique unissant les Centres de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 et Pontificale Catholique argentine (UCA), Dir. U. C. Basset, H. Fulchiron, C. Bidaud-Garon, J. N. Lafferrière, Thomson-Reuters - La Ley, septembre 2017, p. 759.

11) La reconnaissance des décisions de divorce et leur transcription sur les registres de l'état civil

in « La rupture du mariage en droit comparé », ouvrage résultant du rapport de recherche GIP Justice rendu au Ministère de la Justice en 2013, Bibliothèque de la Société de législation comparée, Droit comparé et européen, vol. 19, 2015, p. 235.

12) Le rôle des instruments et des techniques de coordination : garanties d'application effective des règlements ou facteurs d'harmonisation des droits internes ?

in « Vers un statut européen de la famille », Actes du colloque « *Vers un statut européen de la famille ?* », organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin - Lyon 3, en association avec le CREDIP, à Lyon, les 21 et 22 novembre 2013, Dir. H. Fulchiron et C. Bidaud-Garon, éd. Dalloz, coll. Thèmes et commentaires, 2014, p. 201.

13) L'application en France de la Convention de La Haye sur les enlèvements internationaux d'enfants

in « Droit japonais, droit français : Quel dialogue ? - Actes du colloque organisé par l'École normale supérieure de Lyon et Science-po Lyon, à Lyon les 10 et 11 mai 2012 », éd. Schultess 2014, p. 209.

14) Vers une européanisation des règles de détermination de la loi applicable aux régimes matrimoniaux ?

in « Droit patrimonial européen de la famille », Actes du colloque « *Vers un droit européen patrimonial de la famille ?* », organisé par l'IRDAP, Université de Bordeaux IV – Montesquieu, à Bordeaux le 25 janvier 2013, Dir. E. Fongaro, LexisNexis, coll. Actualité, juin 2013, p. 75.

15) Le rôle de la volonté dans le système légal français de protection des majeurs

in « Les solidarités entre les générations – Actes du Congrès de la Société internationale de droit de la famille organisé à Lyon du 19 au 23 juillet 2011 », Bruylant – Larcier 2013, p. 983.

16) La valeur probante des actes de l'état civil : atteinte à la souveraineté de l'État ou protection de l'État ?

In Actes du Colloque organisé à l'occasion du soixantième anniversaire de la Commission internationale de l'état civil : « *L'état civil du XX^e siècle* », à Strasbourg, les 13 et 14 mars 2009, [www : http.ciec1.org](http://www.ciec1.org).

17) La Pologne et les enlèvements internationaux d'enfants

Rédigé en collaboration avec M. Portefaix, *in* Les enlèvements d'enfants à travers les frontières, Actes du colloque organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à Lyon, 20 et 21 novembre 2003, Dir. H. Fulchiron, Bruylant, 2004, p. 169.

18) Comment faciliter la coopération internationale ?

Rédigé en collaboration avec C. Nourissat, *in* Les enlèvements d'enfants à travers les frontières, Actes du colloque organisé par le Centre de droit de la famille de l'Université Jean Moulin – Lyon 3 à Lyon, 20 et 21 novembre 2003, Dir. H. Fulchiron, Bruylant, 2004, p. 482.

19) Manuel de travaux dirigés de droit international privé, Thème n° 10 relatif aux effets en France des décisions étrangères (notions essentielles, tableau récapitulatif et cas pratique)

Réalisé sous la direction de H. Fulchiron, C. Nourissat, et E. Treppoz, Litec, Collection objectif droit, 1^e éd. 2001, 2^e éd. 2003, 3^e éd. 2007, 4^e éd. 2009.

3. Fascicule :

1) Fascicule Juris-Classeur relatif à l'état civil en droit international privé

Refonte du fascicule et création de deux sous-fascicules, Collection droit international, fasc. n°544 ; Collection civil code, art. 47 à 48, fasc. n° 45, 2008. Actualisation en cours.

4. Chroniques :

1) Chronique de droit international privé notarial

Chronique collective annuelle dirigée par le Pr. C. Nourissat.

- Rédaction d'un aperçu des difficultés relatives aux successions en Nouvelle-Calédonie – Conflits internes et conflits internationaux ; JCP éd. Notariale et immobilière 2016, n°40, p. 41.
- Rédaction du commentaire de la décision : Cass. Civ. 1^e, 18 mars 2015 - Force probante d'un acte notarié étranger dans le cadre d'une succession internationale ; JCP éd. Notariale et immobilière 2015, n°50, p. 22.
- Rédaction du commentaire de la décision : Cour d'appel d'Aix-en-Provence, 1^e Ch., sect. B, 6 mars 2014, n°2014/146, JurisData n°2014-004967 – Détermination du dernier domicile du défunt dans une succession internationale. JCP éd. Notariale et immobilière 2014 ; n°49, 1352, p. 24.
- Rédaction de la partie relative à la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil visant à favoriser la libre circulation des citoyens et des entreprises en simplifiant l'acceptation de certains documents publics dans l'Union européenne, et modifiant le règlement (UE) n° 1024/2012 (COM(2013) 228 final, 24 avril 2013). JCP éd. Notariale et immobilière ; 2013, 1242.

2) Chronique « Vie privée et familiale »

Chronique collective annuelle dirigée par le Pr. H. Fulchiron.

- Rédaction des commentaires des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme intéressant les droits des enfants nés de gestation pour autrui, de procréation médicalement assistée et le droit de l'adoption (III. Les enfants, A. PMA/GPA, B. Adoption) ; Journal européen des droits de l'Homme 2015, n°5, p. 687.
- Rédaction des commentaires des arrêts rendus par la Cour européenne des droits de l'Homme intéressant les droits des enfants nés de gestation pour autrui et de procréation médicalement assistée (III. Les enfants, A. PMA/GPA) ; Journal européen des droits de l'Homme 2014, n°5, p. 674.

5. *Notes d'arrêt :*

1) **Pas de nationalité française pour le conjoint étranger d'un Français bigame : *Polygamia omnia corruptit !***

Note sous Cass. Civ. 1e, 4 novembre 2020, (n°19-50.027), Dalloz 2021, p. 268.

2) **Transcription dans l'affaire Mennesson aujourd'hui. Et demain ?**

Note sous Cour de cassation, Assemblée plénière, 4 octobre 2019, rédigée en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2019, p. 2228 – 40678 caractères

3) **Changement de sexe et coutume kanak**

Note sous TPI Nouméa, section détachée de Koné, 12 juin 2015, Cahier du LARJE Veille et éclairage juridiques, Dir. C. Bidaud-Garon, n° 2016-3, octobre 2016, p. 8,
<https://larje.unc.nc/fr/cahiers/cahier-du-larje-n-2016-3-veille-et-eclairage-juridiques/> - 11 485 caractères.

4) **Les garanties procédurales devant entourer les procédures privatives de capacité juridique - Obs. sous CEDH, 18 septembre 2014, Ivinović c. Croatie (n° 13006/13)**

in Estudios Y comentarios jurisprudenciales sobre discapacidad, Dir. Cristina Guilarte Martin-Calero, éd. Thomson Reuters Aranzadi, 2016, p. 559 – 11 680 caractères.

5) **Gestation pour autrui internationale : changement de cap à la Cour de cassation, note sous Cour de cassation, Assemblée plénière, 3 juillet 2015**

Rédigé en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2015, p.1819 – 53 989 caractères.

6) **La circulaire « Taubira » sur les certificats de nationalité française validée**

Note sous CE 12 décembre 2014, rédigée en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2015, p.357 – 28 722 caractères.

7) **Ne punissez pas les enfants des fautes de leurs pères : commentaire prospectif des arrêts Labassée et Mennesson de la Cour EDH du 26 juin 2014**

Rédigé en collaboration avec le Pr. H. Fulchiron, Dalloz 2014, p.1773 – 58 154 caractères.

8) **Note sous Cour de cassation, 1^e Chambre civile, 28 Mars 2013, relative à la liquidation des intérêts patrimoniaux situés en France d'ex-époux divorcés devant une autorité étrangère : Quel juge peut désigner le notaire liquidateur ?**

JCP éd. Notariale et immobilière, 2013, 1199 – 13 886 caractères.

9) **Note sous Cour de cassation, 1^e chambre civile, 17 décembre 2008, relatif aux effets en France des actes de l'état civil étranger, spécialement aux distinctions entre la force probante des actes de l'état civil étrangers, d'une part, et l'obligation de déclaration de naissance d'un Français à l'étranger ainsi que la transcription des actes de naissance étrangers relatifs à des Français sur les registres de l'état civil français d'autre part.**

Revue critique de droit international privé 2009, n°4, p.740 – 22 236 caractères.

10) **Note sous Cour de cassation, 2^e chambre civile, 19 février 2009, relative à l'égalité entre homme et femme ayant élevé des enfants en matière de droits à la retraite : « De l'avantage consenti aux femmes à l'avantage lié à la parentalité »**

Revue droit de la famille, n°5, mai 2009, comm. n°61, p. 37 – 13 062 caractères.

11) **Note sous Cour de cassation, 2^e chambre civile, 19 janvier 2006, relative aux droits à prestations sociales des veuves d'une union polygame**

Recueil Dalloz 2006, n° 34, p. 2454 – 19 026 caractères.

6. *Publications en langues étrangères*

1) **Entry into force of the reform of the proceedings applicable to contentious divorces**

In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2020, Intersentia, à paraître en 2021.

- 1) The use of bone tests to establish the child's age**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2020, Intersentia, p. 125.
- 2) Legal pluralism and diversity of interpretation of fundamental rights (common law, customary law, reservation related to indigenous right) : the exemple of New Caledonia**
International Survey of Family Law 2019, Intersentia, p. 219.
- 3) A new evolution of French case law on surrogacy**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2019, Intersentia, p. 119.
- 4) Compensatory allowance after divorce in French law**
Houston journal of international law, summer 2019, n°3, vol. 41, p. 581.
- 5) Traineeships to combat domestic and gender-based violence and the offense of buying a sexual act**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2017, Jordan Publishing, p. 106.
- 6) Draft law of 29 September 2015 (No. 3084) about the modification of the sex designation on civil status registers**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2016, Jordan Publishing, p. 195.
- 7) The principle of the permanence of persons' status: Reflections on the international movement of people and their status**
Keesing Journal of Documents & Identity, juin 2015, p. 6.
- 8) La maternidad subrogada en el Tribunal Europeo de Derechos Humanos**
Revista del Colegio de magistrados y funcionarios del poder judicial de la provincia de Santa Fe, 2015, n°5, p. 198, (article non traduit par l'auteur).
- 9) The situation of children born abroad with the assistance of a surrogate mother**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2014, Jordan Publishing, p. 142.
- 10) The French draft bill about opening marriage to same sex couples**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2013, Jordan Publishing, p. 119.
- 11) Legislation governing civil-status : between the right of the State and the rights of persons**
Keesing Journal of Documents & Identity- Annual report 2012, p. 14.
- 12) The protection of vulnerable adults and the Bettencourt case**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2012, Jordan Publishing, p. 119.
- 13) The converging of different kinds of conjugal status**
In Chronicle of French Family Law, International Survey of Family Law 2011, Jordan Publishing, p. 187.